



COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 30 janvier 2018

DELIBERATION

N° CFVU 09-SFP-001

RESULTAT DU VOTE

Nombre de votants : 31

Voix favorables : 31

relative au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2^{ème} année

domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit public, parcours type Droit de l'environnement

Année universitaire 2018/2019

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - L'article L612-6-1 relatif à l'accès à la deuxième année du deuxième cycle conduisant au diplôme national de master,
 - Les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme de master,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation du 23 mai 2016 autorisant l'Université à délivrer le diplôme de Master Droitn Economie, Gestion, mention Droit public,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élue étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu les avis du conseil de faculté de Droit et Science Politique en date du 09 janvier 2018,

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2^{ème} année domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit public, parcours type Droit de l'environnement sont fixées comme suit,

TITRE I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 Objectifs de la formation

1.1 Le Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit public, parcours type Droit de l'environnement est une formation universitaire permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et des compétences de haut niveau relatives à la protection juridique de l'environnement, en toutes ses composantes fondamentales : droit de la biodiversité, droit des pollutions, droit des ressources naturelles.

1.2 Sa singularité réside dans son approche centrée sur le droit général de l'environnement.

1.3 La formation a pour objectif de former, essentiellement, des cadres d'administrations nationales, régionales et locales dans le domaine du droit de l'environnement, des experts dans l'ingénierie juridique environnementale, des avocats spécialistes. Elle a aussi une vocation académique en préparant à la recherche, aux thèses de doctorat et aux concours des enseignants-chercheurs.

ARTICLE 2 Conditions d'accès

2.1 Ont vocation à être admis en Master recherche 2 Droit, Economie, Gestion, mention Droit public, parcours type Droit de l'environnement, les étudiants ayant validé 60 crédits au titre de la première année des Masters de droit, d'un diplôme jugé équivalent ou au titre de la mobilité internationale.

2.2 Dans tous les cas, y compris ceux visés à l'article 3 ci-après, l'admission en Master 2 est effectuée au vu de l'ensemble du dossier universitaire et/ou professionnel du candidat ainsi que d'une lettre de motivation. L'admission peut être subordonnée à l'acquisition de certains prérequis.

ARTICLE 3 Autres possibilités d'accès

3.1 Ce diplôme est également ouvert aux personnes ayant bénéficié soit d'une validation partielle des acquis de l'expérience, soit d'une validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit d'une validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine, sous réserve d'un parcours de qualité suffisante, analysé dans les conditions du 2.2.

ARTICLE 4 Redoublement

4.1 Le redoublement n'est pas autorisé, sauf dérogation accordée par le jury d'examen.

ARTICLE 5 Mobilité internationale

5.1 Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants de la 2^e année du Master Droit, Économie, Gestion, mention droit public, parcours Droit de l'environnement, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

TITRE II ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 6 Organisation de la formation

6.1 Le master 2^e année Droit, Économie, Gestion, mention Droit public, parcours type Droit de l'environnement est organisé sur deux semestres. Chaque semestre est composé d'unités d'enseignement (UE) donnant droit à des crédits (ECTS). Le premier semestre comprend 2 unités d'enseignement, le second semestre 1 unité d'enseignement, totalisant respectivement 50 et 10 crédits.

Le contenu des UE et les modalités de contrôle des connaissances sont explicitées en annexe du présent document.

6.2 Langue des enseignements : les enseignements sont, en principe, en langue française. Toutefois, certains enseignements pourront, de manière exceptionnelle, être faits en anglais.

ARTICLE 7 Voie professionnelle et voie recherche

7.1 Pour l'UE 3, l'étudiant choisit soit la voie professionnelle soit la voie recherche.

7.2 Pour la voie professionnelle, l'étudiant effectue un stage d'une durée minimale de 6 semaines dont la finalité est la mise en pratique des enseignements reçus à l'université. Ce stage donne lieu à la rédaction d'un rapport de stage, sans soutenance, dont la note obtenue est prise en compte pour l'admission au diplôme. Cette note est définitive, elle ne fait pas l'objet d'une session de rattrapage.

7.3 Pour la voie recherche, l'étudiant rédige un mémoire de recherche sous la direction de l'un des enseignants de la spécialité, qui est soutenu devant un jury et dont la note obtenue est prise en compte pour l'admission au diplôme. Cette note est définitive, elle ne fait pas l'objet d'une session de rattrapage.

7.4 Le succès à l'examen permet de s'inscrire en Doctorat après acceptation du sujet par le directeur de thèse, avis favorable du directeur de l'équipe d'accueil, du directeur de l'Ecole doctorale et sur autorisation du Président de l'université.

7.5 Les étudiants peuvent aussi effectuer des stages non évalués après accord de la direction et sous une convention de stage ; leur durée n'est alors pas soumise à minimum.

TITRE III MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

ARTICLE 8 Organisation des examens

8.1 Il existe une session unique d'examen dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de cette session.

ARTICLE 9 Modalités d'organisation de la session unique

9.1 Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées :

Semestre 3 :

UE1 : La matière « Théories du droit de l'environnement » est évaluée par une épreuve écrite de 3 heures.

Les matières « Droit de la biodiversité », « Droit des pollutions » et « Droit des ressources naturelles » sont évaluées par une épreuve commune de grand oral.

UE2 : Les six Ateliers de spécialisation font l'objet, pour chacun d'entre eux, d'un contrôle continu.

Semestre 4 :

UE3 : Note de mémoire de recherche ou note de rapport de stage.

Le cours de « Méthodologie » ne fait pas l'objet, en tant que tel, d'une évaluation.

Toute absence injustifiée aux épreuves est sanctionnée par la note 0. Les justificatifs d'absence doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

La note attribuée dans le cadre du contrôle continu (UE 2) portant sur chacun des six Ateliers de spécialisation résulte notamment d'une ou plusieurs épreuves pouvant être réalisées sous la forme d'écrit, d'oral, de projet ou de travaux de groupe à la discrétion de chaque enseignant.

ARTICLE 10 Modalités d'organisation de la session de rattrapage.

10.1 Sont admis à passer la session de rattrapage dite de cas de force majeure les étudiants :

Absents à la session unique du semestre 3 et :

- qui peuvent justifier d'un cas de force majeure, c'est-à-dire de la réunion de trois éléments qui le rendent exceptionnel par nature (imprévisible, irrésistible et extérieur)
- et qui ont déposé un dossier (formulaire et justificatif d'absence) auprès de leur scolarité au plus tard 10 jours calendaires suivant la fin de la période d'examen du semestre 3
- et qui ont reçu un avis favorable de la commission composée du Doyen et de deux membres de la Faculté. La décision de cette instance n'est pas susceptible de recours. La Présidente est liée par cet avis.

Dans ce cas, chacune des épreuves à valider fait l'objet d'un oral.

ARTICLE 11 Bonifications

11.1- Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés en annexe du présent arrêté.

Pour chaque semestre, l'ensemble des bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 3,33% du total des points du semestre.

Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés, sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.

Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation.

11.2- La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours.

TITRE IV VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 12 Condition de validation des unités et des semestres

12.1 - Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

► Isolément :

Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

► Par compensation :

Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives, soit un total de 500/1000 points pour le semestre 3 et 100/200 points pour le semestre 4 ; dans ce cas

les unités où le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation et les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

12.2- Les semestres sont validés isolément sans compensation

► Isolément :

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne soit un total de 500/1000 points pour le semestre 3 et 100/200 points pour le semestre 4. La validation des semestres 3 et 4 emporte respectivement l'acquisition de 50 et 10 crédits européens correspondants (ECTS).

ARTICLE 13 Conditions d'attribution d'une mention

13.1 L'obtention du semestre donne lieu à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

ARTICLE 14 Délivrance du diplôme

14.1 Pour être déclaré admis au diplôme l'étudiant doit être admis au semestre 3 et au semestre 4. Le jury d'examen peut octroyer des points jury. L'obtention du diplôme de master donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

Toulouse, le 27 août 2018,

Corinne MASCALA

Présidente de la Commission de la Formation et de la Vie
Universitaire



PJ : annexes

Annexe 1 Master 2 mention Droit public parcours-type Droit de l'environnement année 2018-2019

SEMESTRE 3	ENSEIGNEMENTS	STATUT	CREDITS	HEURES CM	HEURES TD	MODALITES D'EVALUATION	POINTS CM	TOTAL POINTS ENSEIGNEMENT
UE1 Fondamentaux	Théories du droit de l'environnement	Obligatoire	11	30		Ecrit de 3 heures	220	1000
	Droit de la biodiversité	Obligatoire	6	21		Grand oral	120	
	Droit des pollutions	Obligatoire	6	21			120	
	Droit des ressources naturelles	Obligatoire	6	21			120	
UE2 Ateliers de spécialisation	Charte constitutionnelle de l'environnement	Obligatoire	21	15		Contrôle continu	70	
	Criminalité environnementale	Obligatoire		15		Contrôle continu	70	
	Droit des espaces fragiles	Obligatoire		15		Contrôle continu	70	
	Droits environnementaux de l'homme	Obligatoire		15		Contrôle continu	70	
	Théorie de l'écofiscalité	Obligatoire		15		Contrôle continu	70	
	Théorie de la responsabilité écologique	Obligatoire		15		Contrôle continu	70	
Bonification		Facultatif					3.33% des points du semestre	
TOTAL Semestre 3			50	183			1000	
SEMESTRE 4	ENSEIGNEMENTS	STATUT	CREDITS	HEURES CM	HEURES TD	MODALITES D'EVALUATION	POINTS CM	TOTAL POINTS ENSEIGNEMENT
UE 3 Méthode	Méthodologie	Obligatoire	10	15		Note de mémoire de recherche et de soutenance ou note de rapport de stage		200
	Mémoire ou stage	Obligatoire						
Bonification		Facultatif					3.33% des points du semestre	
TOTAL Semestre 4			10	15			200	
TOTAL ANNEE			60	198			1200	



Annexe : Activités facultatives donnant lieu à bonification

- Éducation physique et sportive
- Participation à l'orchestre de l'Université
- Participation à l'un des concours de la liste ci-dessous



Liste des concours soumis à bonification

Les étudiants participant aux concours ci-dessous peuvent obtenir une bonification dès lors qu'ils ont été sélectionnés par une instance organisatrice du concours auquel ils participent :

- 1) Concours interaméricain des droits de l'homme
- 2) Concours Charles Rousseau
- 3) JESSUP
- 4) Concours René Cassin
- 5) Concours de plaidoirie Willem
- 6) Concours de plaidoirie en propriété intellectuelle CN2PI
- 7) Concours Georges Vedel
- 8) 24h du droit de la santé
- 9) Prix Jean-Louis Magnan (ARNU)
- 10) Concours d'arbitrage de ScPo Paris
- 11) Concours Claude Lombois droit international
- 12) Concours droit Pictet Croix Rouge Française
- 13) Concours international d'Arbitrage Francophone de Montpellier
- 14) Concours de la SACEM (droit d'auteur)
- 15) Prix du meilleur jeune auteur en droit du travail
- 16) Trophée du meilleur jeune juriste de droit du travail
- 17) Concours du CNEPN (droit notarial)
- 18) Trophée du meilleur jeune fiscaliste (Ernst & Young)
- 19) European Human Rights Moot Court Competition
- 20) Frankfurt Investment Arbitration Court Moot
- 21) Concours Lysias
- 22) Concours national d'éloquence
- 23) Paris International Model United Nations (PIMUN)
- 24) Digital Law Moot Court Competition
- 25) As de la plaidoirie (seulement à partir de la demi-finale)
- 26) Prix juridique Internet et media